

The Historical Review/La Revue Historique

Vol 5 (2008)

Histoires de Frontières



Émancipations et totalitarismes insulaires. Exemples d'usages socio-politiques de la frontière

Panayis Panayiotopoulos

doi: [10.12681/hr.227](https://doi.org/10.12681/hr.227)

To cite this article:

Panayiotopoulos, P. (2009). Émancipations et totalitarismes insulaires. Exemples d'usages socio-politiques de la frontière. *The Historical Review/La Revue Historique*, 5, 171–180. <https://doi.org/10.12681/hr.227>

ÉMANCIPATIONS ET TOTALITARISMES INSULAIRES.
EXEMPLES D'USAGES SOCIO-POLITIQUES DE LA FRONTIÈRE

Panayis Panagiotopoulos

RÉSUMÉ: Cet article propose une approche théorique des développements en sciences sociales des trente dernières années, à la lumière du paradigme frontalier-insulaire. Il traite de la question de l'espace et de la frontière dans le contexte de la bibliographie post-autoritaire et post-moderne et décrit l'importance accordée à la notion de transgression de la frontière. Il examine ensuite deux cas exemplaires-limites dans lesquels l'insularité fonctionne comme une présupposition du politique. Celui des penseurs utopiques et celui, plus sociologique, de la réclusion carcérale et totalitaire. Ces deux univers antithétiques mettent à l'œuvre une notion d'émancipation et de domination. Leur "entre-deux", l'évaluation démocratique, semble avoir besoin de limites et de marges d'action, d'une économie de l'espace.

La défaite politique de la "sociologie" léniniste et des diverses projections et descendants théoriques du matérialisme dialectique a conduit à l'émergence de nouveaux concepts. Les années post-1989 ont contribué à la mise en œuvre d'une série de notions politiques et sociales foncièrement démarquées des grands récits de la Modernité: les "cultural studies" ont en réalité commencé à régir la majorité de la recherche en sciences sociales. En science et théorie politique ainsi qu'en sociologie, ce glissement épistémologique déjà entamé durant les années 1980, permet de revenir sur la tradition herméneutique, accepte les apports du post-structuralisme et intègre de plus en plus les modèles constructivistes et auto-réflexifs.¹

Les philosophies essentialistes ainsi que les grandes conceptualisations théoriques sociologiques modernes (classes, socialisation, conduites collectives, conscience collective, psychologie des masses, nation, travail, identité collective, institutions sociales, etc.) vont être critiquées et réajustées ou incorporées à de nouvelles tendances. Celles qui participent à ce que l'on nomme, un peu facilement sans doute, paradigme post-moderne, à l'analyse culturelle et à l'enquête identitaire.

Identités, récit, discours, déconstruction, analyse spectrale, individuation, démocratie, justice, culture, communautarisme, nouveau contractualisme,

¹ Sur les développements contemporains en analyse politique comparée voir Christos Lyrintzis, *Σύγκριση και ερμηνεία. Η πορεία και οι προοπτικές στη σύγχρονη πολιτική ανάλυση* [Comparaison et interprétation. Le trajet et les perspectives de l'analyse politique contemporaine], Athènes: Nissos, 2000.

délibération. Voilà certains emblèmes de ces conceptualisations qui sont mises à notre disposition pour enrichir ou pour démolir le legs de nos ancêtres. Et il serait tout à fait injuste de n'y accorder quelques qualités politiques ou de ne pas concéder leur intérêt heuristique pour les sciences sociales en général, comme il serait contre-productif de méconnaître les mérites des anciens concepts du politique, les catégories analytiques de la Modernité ou encore de représenter ces deux courants comme foncièrement différents et divergents.

Aux côtés de ces deux périodes en tous les cas distinctes de la pratique scientifique en sciences sociales, en leur milieu, ou tel un point de liaison, sont apparus des thèmes novateurs qui recomposent le rapport entre approche théorique, pensée politique, recherche sociale et matériel empirique. Dans l'entre-deux du structuralisme foucauldien et de ses travaux sur le rôle des territoires organisés quant à la formation du sujet moderne² et des éclats libérateurs du post-modernisme "officiel" (dont Baudrillard, Lyotard, ou encore la critique de Fredric Jameson en sont les figures des plus éminentes), on a pu voir la montée fulgurante de notions qui se rapportent à l'espace.

L'espace des activités humaines, au-delà du travail en recherche architecturale et de la sociologie de la ville par exemple, a commencé à être perçu tel un lieu d'échanges, un support matériel de la domination sociale mais également de l'émancipation. L'espace comme espace de pouvoir se forme en objet de recherche à l'intérieur duquel les données sociales et le jeu politique seront examinées et discutées sans concessions au niveau de la théorie. En effet, l'espace comme enjeu sera vécu au travers de la métaphore du champ de bataille: philosophique, sociale, discursive, politique.

Les combinaisons de la sociologie et de l'urbanisme,³ l'articulation de la philosophie et de l'architecture,⁴ etc., dans le contexte de la chute des "gros êtres sociaux" (dont le concept de classe sociale a été le plus endurant) ont permis la mise en œuvre d'un dispositif critique contenant: l'espace, la frontière, l'encadrement, la territorialité et plus récemment le réseau. Ces notions ont leur propre histoire. Une généalogie de leur essor qui prendrait en compte leur banalisation ainsi que leurs correspondances aux grands développements

² M. Foucault, "Questions à Michel Foucault sur la géographie" in M. Foucault, *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris: Gallimard-Quatro, 2001, pp. 28-40, ainsi que "Space, Knowledge and Power", *ibid.*, pp. 1089-1105, et l'œuvre majeure *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris: Gallimard, 1975.

³ Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris: Anthropos, 1974.

⁴ Le travail de Paul Virilio est sans doute le plus représentatif de cette perspective. Pour un aperçu de sa pensée, voir Paul Virilio, *The Virilio Reader*, ed. James Der Derian, Malden, MA: Blackwell Publishers, 1998.

politiques au niveau planétaire serait extrêmement utile à notre propos. Elle nécessiterait probablement une recherche spécialisée et plus ample.

On pourrait en tous les cas se contenter de mentionner certaines précautions à prendre avant de s'aventurer à l'intérieur de ces concepts, avant de sonder leur épaisseur politique et leur valeur sociologique, c'est-à-dire essayer de comprendre comment la politique et la théorie sociale intègrent *l'espace des concepts de l'espace*.

L'objet majeur de la réflexion présentée ici est la frontière. Et plus précisément la frontière insulaire dans le rapport éventuel qu'elle entretient avec la sociologie et la science politique.

La description élémentaire de l'émergence des concepts de l'espace, mais aussi de leur dépassement au-delà de la pensée frontalière tel un autre "tournant sociologique" provoque un retour sur les raisons qui conduisent les sciences sociales à porter une attention accrue sur la frontière. Pourquoi ce terme est-il de nos jours "bien vu" dans les centres de recherche, les universités et les interventions théoriques qui se placent sous l'enseigne d'un radicalisme contemporain? Pourquoi est-il aujourd'hui scientifiquement pertinent de travailler sur la question frontalière, au-delà des disciplines qui traditionnellement utilisent le terme: la géographie par exemple. Pourquoi anthropologie, sociologie, et philosophie politique rivalisent pour se rendre maître des frontières ou régisseur de sa déconstruction?

Il est possible d'apporter au moins deux éléments de réponse à ce questionnaire sommaire:

L'idée de la frontière est politiquement séduisante de par sa propriété sémiologique majeure. Elle s'assimile à un sentiment d'interdiction. L'interdiction de la franchir ou du moins l'impératif de se transformer lorsqu'on se décide à la passer: se transformer en voyageur ou en fugitif, en émigré. Le terme prend facilement une connotation péjorative et indique un impératif de dégagement de cette même frontière. Ou du moins des droits politiques vis-à-vis de la frontière et de son idéologie, c'est-à-dire une relativisation de sa puissance politique. Qui parle aujourd'hui de frontière insinue une transgression.⁵ Et si le drame des

⁵ Si Foucault peut être critiqué d'avoir initié la méfiance politique face à l'espace et des limitations implicites qu'imposent les discours modernes sur l'émancipation, il reste que son approche garde une précieuse distance quant à tout impératif de transgression pour la transgression. Travaillant sur la notion de transgression sexuelle et prenant appui sur l'œuvre de Georges Bataille, il notera que la transgression ne signifie pas nécessairement le franchissement définitif des limites mais plutôt un moyen de les repousser et de les reporter. M. Foucault, "Préface à la transgression", *Dits et Ecrits I, 1954-1975*, Paris: Gallimard-Quatro, 2001, pp. 261-278.

réfugiés à travers le monde, le spectre d'une Europe coupée du monde et organisée telle une forteresse, si le néo-nationalisme et le néo-racisme apeurés par la réduction des attributs de la souveraineté nationale, n'étaient pas là, on pourrait parler d'une transgression facile, d'un jeu théorique. La critique de la civilisation frontalière et l'aspiration à une démocratisation universelle des frontières est fondée de toutes parts.⁶ Si cet espoir ne manque de complexité, il ne propose qu'un "programme minimum" pour renouer avec les grandes traditions humanitaires, égalitaires et libérales.

En effet, il ne s'agit plus de transgresser un ordre social. Encore moins de le renverser, comme c'était le cas pour les modèles modernes de l'émancipation. Il ne s'agit pas d'une transgression morale non plus. La circulation entre les frontières, leur restructuration, l'infinité des propositions intelligentes qu'on peut formuler lorsqu'on parle de limites, ne suppose pas nécessairement une défiance à l'ordre social, du moins pour ce qui est des frontières nationales, car le phénomène frontalier fait preuve de remarquables capacités de remembrement. La chute de la frontière nationale, des bords de l'Europe par exemple, ne s'accompagne pas d'une régression de la puissance des frontières intérieures.

En d'autres termes la notion de frontière se prête à des exercices de forme, de style. Le risque est présent dans le contexte scientifique de la déconstruction, puisque la polysémie du thème fait courir le risque d'une approche détachée de la matérialité frontalière:⁷ le risque de fétichiser un objet vide et de délaisser sa puissance structurante. Pouvons cette critique à l'extrême en prenant le risque de succomber par la suite aux mêmes problèmes: on parle souvent de la frontière pour échapper au milieu, pour échapper aux enjeux sociaux, pour se taire sur l'intérieur. Si les frontières sont effectivement de plus en plus mouvantes,⁸ si les limitations de la géographie politique sont productrices d'interstices plutôt que de surfaces planes, un parti pris inconditionnel contre l'idée d'espace délimité ne peut pas être considéré comme ayant de sens politique ou étant d'une conception du politique très précise. Ce serait le pari de ceux qui évacuent, à long terme, le caractère conflictuel de la politique au nom de la Démocratie;⁹ en d'autres termes, des penseurs qui vont concevoir le

⁶ On peut se rapporter aux analyses d'Étienne Balibar, "Frontières du monde, frontières de la politique", *Nous, citoyens d'Europe. Les frontières, l'État, le peuple*, Paris: La Découverte, 2001, pp. 163-181.

⁷ Notons que la frontière nationale ne dispose d'aucune matérialité. Mieux encore, la frontière nationale fait passer toute sa matérialité et ses effets des deux côtés qu'elle délimite.

⁸ Balibar, "Le droit de cité ou l'apartheid", *Nous, citoyens d'Europe*, pp. 68-92.

⁹ Voir la critique de Chantal Mouffe aux positions contractualistes libérales et sociali-

libéralisme politique de la démocratie occidentale contemporaine en termes consensuels plutôt qu'en termes de rivalité.

La seconde dimension qui mérite d'être posée par rapport à la notion de frontière, présente plus d'intérêt dans le sens où elle dépasse les aléas de cette transgression réactive, celle qui, comme nous l'avons proposé plus haut, encourt le risque de sombrer dans un fétichisme frontalier et une symbolique autoréférencielle. Si la question frontalière persiste à se poser comme un enjeu politique et s'il faut effectivement être prêt à défier ses aspects antidémocratiques, une réflexion sur ses attributs positifs-productifs semble utile. Car la frontière n'est pas uniquement exclusive. Elle est inclusive, non seulement parce qu'elle fait le jeu des identités extérieures (nationales par exemple) mais parce qu'elle *contient* et permet la formation des identités rivales à l'intérieur des territoires qu'elle délimite.

En théorie et en science politique le passage à une topique de la frontière semble restituer à l'objet certains attributs et aspects qui semblent être aujourd'hui en voie de disparition. On entend par-là certaines caractéristiques majeures, et incontournables, qui fondent la spécificité de l'idée de la lutte politique ainsi que ces aspects formels majeurs.

En réalité, mettre la politique entre frontières est une très vieille histoire qu'il est pourtant utile de se réapproprier, de réaffirmer et de réanimer si possible. L'expression satisfaisante mais quelque peu prétentieuse, serait la suivante: restituer. Reformuler le caractère fondamentalement politique de la frontière et par-là recentrer le politique sur son axe propre et sa fonction primaire qu'est l'expression et la gestion de la rivalité.

Poser le politique en termes frontaliers ce n'est pas seulement travailler à comprendre les enjeux politiques qui se trouvent aux marges du pouvoir, de l'État ou du territoire. C'est aussi donner un autre sens à la généralité des conflits, des désaccords, à la normalité de cet intérieur de l'*île*: à l'intérieur de l'archétype insulaire. C'est-à-dire d'un territoire dont le tracé symbolique et la forme physique se confondent pour créer une forme qui rappelle l'arène, le stade, l'espace de la confrontation. Cette ancienne et pourtant toujours pertinente conception pose la politique comme une série d'activités qui rendent possible l'expression de la rivalité, de l'antagonisme, dans la mesure où elles le restreignent, le contraignent et le forment.

santes prises par des penseurs de la délibérations tels John Rawls et Jurgen Habermas. Voir entre autres Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, Londres et New York 2000; en grec, Athènes: Polis 2004.

La politique est ainsi conçue comme une activité générale foncièrement bipolaire. Elle se fonde dans l'antagonisme et la séparation des êtres sociaux. Dans le même temps elle fonctionne comme une restriction et une reformulation en termes pacifiques de ces mêmes antagonismes.¹⁰

Essayons d'examiner brièvement en quoi la frontière insulaire, avec tout ce qu'elle a de formel, peut se poser en indice majeur de cette forme du politique concurrentiel. Et quoi elle permet de l'opposer à l'idée aujourd'hui dominante d'une démocratie consensuelle que l'on peut appeler par convention, démocratie continentale.¹¹ Il y a lieu de réfléchir à une démocratie insulaire: plurielle et agonistique.¹²

La forme insulaire comme type idéal du rapport politique ne peut faire l'économie d'un jeu entre une description historique d'un côté et une construction théorique de l'objet de l'autre. Il faut donc avouer qu'une telle réflexion prend nécessairement appui sur des expériences vécues et des modèles de pensée métaphorique. La métaphore politique de l'insularité semble toutefois être lourde de sens. Elle n'est pas, en tous les cas, le fruit d'une imagination sociologique impertinente; elle apparaît à partir d'au moins deux grands indices empiriques.

Le premier indice se trouve dans l'histoire de la pensée politique. Le second se construit dans l'histoire des luttes politiques. Les deux exemples en jeu forment les limites politiques de l'univers frontalier, les deux extrémités de la fonction politique de l'insularité.

Premier exemple. Les utopies politiques s'organisent dans nombre de cas à l'intérieur des frontières insulaires. L'utopie fondatrice de Thomas More est une île. En 1615 l'île *utopie* ouvrira le chemin d'une pensée politique novatrice. Le changement social radical porte le nom de la frontière. Il contient l'isolation en son sein. Comme si elle en était un présupposé.¹³

Les îles se succéderont comme cadre de l'émancipation. De Bernard de Fontenelle en 1686 et sa *Relation de l'île de Borneo*¹⁴ à Daniel Defoe et son

¹⁰ Le traitement du jeu politique comme un champ autonome et essentiellement concurrentiel a été décrit en termes spécifiques par Carl Schmitt. Voir le condensé de ses positions, *Théologie politique*, Paris: Gallimard, 1988. Voir aussi Chantal Mouffe (éd.), *The Challenge of Carl Schmitt*, Londres: Verso, 1999.

¹¹ Mouffe, *The Democratic Paradox*.

¹² L'impératif d'une démocratie plurielle est soutenu, une fois de plus, par Chantal Mouffe, *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris: La Découverte, 1994.

¹³ Thomas More, *Utopia*, Mineola, NY: Dover Publications, 1997.

¹⁴ S. Delorme, "Contribution à la bibliographie de Fontenelle", *Revue d'Histoire des Sciences* 10 (1957), pp. 300-309.

Robinson (1719), de l'utopie individualiste et sauvage en passant par la *Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon (1627),¹⁵ les grands élans utopiques de renaturation et d'émancipation de l'homme s'attardent sur les lieux isolés et restrictifs de l'île. Les frontières insulaires semblent fournir la matérialité nécessaire à ces grandes imaginations, à ces projets de réforme de l'humanité. Si Bacon, More ne sont pas les socialistes utopistes du début du XIXe siècle, ils n'en ont pas moins fourni leurs descendants en structures élémentaires. Toute pensée visant à changer radicalement le monde, à opérer un changement pensé et organisé à partir d'une analyse intellectuelle qui met en forme l'aspiration à une vie "alternative" semble prendre appui sur la frontière insulaire.

Car l'utopie politique peut se résumer à un simple jeu de question-réponse. Faut-il changer le monde de manière radicale? Oui. Comment le faire? En délaissant les contraintes du présent. Comment oublier nos interdictions? Par l'isolement (insulaire). Deux étapes vont rythmer cet effort. Deux mouvements gérés par deux conditions.¹⁶

Le premier mouvement consiste en une critique radicale de la société: du malheur social (injustice, pauvreté, mensonge, fausseté des interdictions morales, etc.).

Le second mouvement se fixe pour but de construire sans aucune contrainte, sans aucune retenue politique, sans aucune entrave morale, le monde nouveau: émanciper, libérer de manière absolue le monde imparfait; le transformer en déplaçant son identité, en niant son territoire primaire si besoin est; en le déplaçant sur une île, ou son équivalent politique, un isolat coupé de la civilisation.

Voilà la première condition à l'organisation de l'utopie, la seconde étant bien entendu une connaissance exhaustive de la nature et des besoins humains. L'hypothèse ici proposée est la suivante. Le déplacement du monde comme nécessité du changement du monde n'est pas le corrélatif de la rêverie politique. L'utopie se passe sur une île non pas parce qu'elle doit se poser en *ou topos*, en non-lieu fantastique du délire égalitaire ou scientifique.

¹⁵ Markku Peltonen (éd.), *The Cambridge Companion to Bacon*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, 1996.

¹⁶ Sur le mouvement de démembrement et de remembrement des normes sociales dans l'œuvre de Charles Fourier voir Simone Debout, *L'utopie de Charles Fourier*, Paris: Les Presses du Réel, 1998. Sur sa critique au moralisme bourgeois on trouvera des schémas critiques dans Georges-Panayotis Panagiotopoulos, *La morale communiste. Étude sur le rapport éthique dans les partis communistes d'Europe. URSS, France, Grèce*, Thèse de Doctorat en philosophie, Paris: Université Paris X Nanterre, 2000.

L'utopie politique pour opérer son second mouvement, à savoir la libération totale du genre humain, ne peut se passer d'un lieu, d'un cadre frontalier. Cela parce qu'elle est à la recherche des conditions qui mettent le sujet en pleine tension avec lui-même, avec sa propre nature; en pleine confrontation avec ses forces, ses faiblesses et ses désirs. Le sujet isolé sur les îles de l'expérimentation sociale retrouve la plénitude de sa véritable identité. Sans elle le bonheur harmonique dont il est à la recherche serait à nouveau larvé, faussé par un mensonge.

L'utopie a besoin d'une réclusion, d'une prison libératrice coupant le nouveau monde de l'ancien, c'est-à-dire coupant la nature humaine et sociale des incidences de l'histoire sociale, de ses interdictions et de ses préjugés.

Ce maximum identitaire et politique du sujet, le holisme politique de l'utopie (qui, on le sait, ne peut être qu'anti-politique, voire totalitaire lorsqu'il commence à être appliqué), la libération morale absolue (merveilleusement illustrée par Fourier, ce libérateur qui se sert si bien de la réclusion –non insulaire il est vrai),¹⁷ l'idée de projet politique absolu et inconditionnel, ne peut se passer de limites, de frontières, d'isolement. De conditions matérielles à la rupture. La réduction des entrées, des inputs, n'est pas conçue comme appauvrissement du monde mais bel et bien comme la redécouverte interne de la richesse humaine et de la dynamique sociétaire.

Le second indice est plus proche de nous. Il est pourtant moins riche, moins positif et se pose comme l'inverse du premier. L'isolement insulaire a historiquement été le principe matériel des formes de domination les plus cruelles que la Grèce ait connues. Deux des îles les plus connues du pays, Yaros et Makronissos, connues mais aujourd'hui inhabitées, ont été peuplées durant la plus grande partie du XXe siècle par les communistes grecs. Des îles "colonisées" de force par les vaincus de la Guerre Civile (1944-1949), elles sont le symbole de l'extrémisme politique le plus marquant de l'Europe de l'après guerre.¹⁸ Des camps de concentration sans barbelés, aux frontières aquatiques, douces et totalement imperméables.

En effet le lieu de la persécution la plus intime, c'est-à-dire de déconstruction du corps même du colon-reclus, est bel et bien une île. La Grèce de par sa géographie est dotée de prisons naturelles, certes. Mais Soljenitsyne ne nomme-t-il pas son purgatoire, Archipel (du Goulag)? Une série d'isolats, de bagnes ne sont pas des bouts de terre jetés à l'eau? L'île d'Elbe, Alkatraz, sont

¹⁷ Claude Morilhat, *Charles Fourier, imaginaire et critique sociale*, Paris: Meridiens Klincksieck, 1991.

¹⁸ Panayis Panagiotopoulos, *Réclusion et idéologie*, DEA de sociologie, Paris: EHESS, 1994.

d'autres exemples connus du lien entre la réclusion pénitentiaire et l'isolation de la frontière insulaire.

La détermination géographique aussi primordiale qu'elle soit ne peut résumer la question dans sa totalité. Il ne suffit pas d'une île pour instaurer le totalitarisme et la déconstruction pénitentiaire de l'individu. Alors pourquoi l'île? Parce qu'elle résout un problème technique? Celui de la construction de prisons et de locaux pénitenciers? Sûrement pour des raisons de ce type mais pas uniquement, dirons-nous.

L'île –outre la facilité qu'elle procure aux régimes du totalitarisme réclusionnaire– permet le passage, le déplacement pour revenir sur le terme, à l'extrémisme politique. Elle conduit à la désappropriation de tous les attributs antérieurs des individus et des collectivités incarcérés. L'absence de l'information, la muraille invisible de cette mer qui est sous d'autres conditions un support à la liberté de communication, facilitent la réalisation du projet politique ultime: *la domination totale*. La métamorphose de l'ennemi juré en frère, ou bien, sa disparition.¹⁹

Là où l'île utopique permettait la mise en œuvre de tous les mécanismes psychiques et moraux de l'émancipation, elle se transforme en une machine de privation et d'effritement de la personnalité morale des sujets. Elle devient système "politique" qui décompose l'humain et le fige dans la domination totalitaire. Les points communs entre ces deux exemples sont peu nombreux mais saillants.

La frontière insulaire rend possible les deux formes les plus extrêmes du politique. C'est-à-dire, l'émancipation absolue et l'oppression absolue. L'isolement insulaire serait donc capable de mettre en commun ces deux intelligences, ces deux puissances opposées et pourtant unies par un registre de conséquences communes. Gardons en une: *la fin de la politique concurrentielle, l'expiration de l'adversité, la mort de tout rival*.

L'homme heureux sur son île, l'homme utopique qui a retrouvé sa nature perdue, n'a plus à se confronter aux vices sociaux dont jadis il était porteur. Il n'a plus de différents à régler ni d'antagonismes à gérer. De son côté l'homme reconstruit sur l'île pénitentiaire n'osera plus agir contre son tyran. Il aura intégré la machinerie de la réforme de son adhésion politique et aura oublié, dénié son appartenance à un collectif politique.

Alors y a-t-il une île anti-politique, extrémiste d'un côté et un continent ouvert, permissif et politique de l'autre? L'insularité et sa contenance en frontières aboutissent-t-elles à la fin de la participation et de la démocratie? Une

¹⁹ *Ibid.*

telle conclusion serait pour le moins discutable. Les deux extrémismes politiques forgés au sein des frontières insulaires, seraient plutôt les *deux limites extrêmes du politique*. Elles organisent, de par leur valeur extrême mais exemplaire, le champs où peut se dérouler le jeu et la rivalité politique, même en démocratie.

Cet argument reste à être développé et testé dans une réflexion plus longue. On en restera à une interrogation finale menée sous forme de courtes affirmations provisoires. L'isolation est la forme où la rivalité politique et la grandeur des aspirations mettent en péril *la politique elle même*, dans le sens de l'adversité et de la liberté. *L'île c'est la politique en danger*. C'est le lieu où les forces de la participation peuvent être bloquées et figées et les aspirations perverties. Mais c'est aussi le lieu où ces mêmes forces peuvent être confrontées entre elles, la rivalité s'exprimer pleinement. C'est la condition pour l'évaluation des grandeurs politiques rivales.

Sans limitations, sans localité dirions-nous pour utiliser un terme supplémentaire, les antagonismes seront éventuellement sauvegardés mais également fluidifiés dans un continuum d'échanges et de délibérations dans *l'espace sans frontières d'un continent*. Un continent voué à des tractations entre individus raisonnables et capables de délibérer. Un continent vaste où se déroule une politique incessante, sans limites.

Les enjeux universels d'aujourd'hui nous imposent une pensée continentale. La communication, la délibération, la pluralité, l'échange ne sont pas les ennemis du politique. Pourtant sans la force, sans les contraintes des antagonismes, sans frontières et donc sans intériorité, ces notions risquent de se trouver à la dérive de la démocratie politique. Elles risquent de se perdre dans la marre d'une démocratie communicationnelle et en dehors de toute recherche sociétale.

Il nous faut donc étudier les frontières et leur intérieur. Penser à la limite, à la frontière de la Démocratie. Là exactement où elle peut être à la fois démantelée par la violence de l'évaluation (aujourd'hui une démocratie de la majorité n'est par exemple *plus* une Démocratie) et revivifiée par la pluralité des actions, des confrontations et des projets antagonistes de l'émancipation.